Les prédictions de Klaus Schwab

Klaus Schwab, un ingénieur et économiste allemand, président du Forum économique mondial (World Economic Forum), renommé pour sa réunion annuelle à Davos, en Suisse, vient de signer une longue contribution théorique sur la quatrième révolution industrielle(*).

«Nous sommes au bord d'une révolution technologique qui va modifier fondamentalement la façon dont nous vivons, travaillons, et cohabitons les uns avec les autres. Nous ne savons pas encore comment elle va se décliner, mais une chose est claire: la réponse à lui apporter doit être intégrée et globale, impliquant tous les acteurs de la politique mondiale, des secteurs publics et privés au monde universitaire et la société civile.»

La première révolution industrielle avait pour vecteur la puissance de l'eau et de la vapeur à mécaniser la production ; la deuxième a mis à profit la puissance électrique pour générer une production de masse ; par la suite les appareils électroniques et les technologies de l'information ont automatisé cette production ; aujourd'hui, une quatrième révolution industrielle, la révolution numérique, est en cours depuis le milieu du siècle dernier.

Elle est caractérisée par une fusion des technologies qui brouille les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique.

Les trois raisons pour lesquelles les transformations d'aujourd'hui ne peuvent pas être réduites à un simple prolongement de la troisième révolution industrielle, mais plutôt à l'arrivée d'une quatrième tiennent, selon Klaus Schwab, à la vitesse, la portée et l'impact avec lesquels elle affecte les systèmes.

Côté vitesse, les percées actuelles n'ont pas de précédent historique. Elles obéissent à une évolution exponentielle plus qu'à un rythme linéaire ; affectent tous les secteurs et tous les pays ; leur ampleur et leur profondeur augurent de l'avènement de systèmes entiers de production, de gestion et de gouvernance.

Plus de 30% de la population mondiale utilise les plateformes des médias sociaux pour communiquer, apprendre et partager des informations. Dans un monde idéal, ces interactions seraient l'occasion pour la compréhension et la cohésion interculturelles.

Comme les révolutions qui l'ont précédée, la quatrième révolution industrielle procure un potentiel certain pour augmenter les niveaux de revenus globaux et améliorer la qualité de vie des populations à travers le monde. Tout comme elle peut toutefois être porteuse d'une plus grande inégalité, en particulier en raison de ce qu'elle recèle comme potentiel de perturbation des marchés du travail : «L'automatisation qui remplace la main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie pourrait aggraver l'écart entre les rendements du capital et les revenus du travail. D'autre part, il est également possible que le remplacement des travailleurs par la technologie se traduira, dans l'ensemble, par une augmentation nette des emplois sûrs et enrichissants.»

L'optimisme demeure globalement de rigueur car Klaus Schwab, un adepte de la moralisation du capital, est convaincu qu'à l'avenir, «le talent, plus que le capital, représentera le facteur critique de la production», avec pour conséquence, sur le marché du travail, le creusement du fossé entre les peu qualifiés, bénéficiant de bas salaires, et les segments hautement qualifiés du travail, phénomène qui, à son tour, conduira à une accentuation des tensions sociales.

Les inégalités sont le risque majeur de la quatrième révolution industrielle. Ceux qui profitent le plus de l'innovation sont «les fournisseurs de capital physique et intellectuel – les innovateurs, les actionnaires et les investisseurs».

La technologie est rendue coupable de la stagnation, voire de la diminution, des revenus pour une majorité de la population dans les pays développés où le marché de l'emploi enregistre déjà une hausse de la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée et une baisse de celle des travailleurs moins scolarisés et moins qualifiés.

Il en découle un déplacement de la demande vers les extrémités, avec «un sentiment généralisé d'insatisfaction et d'injustice» au sein des classes moyennes.

Klaus Schwab recense quatre principaux effets de la quatrième révolution industrielle : sur les attentes des consommateurs, sur l'amélioration des produits, sur l'innovation collaborative, et sur les formes d'organisation.

Les clients, que sont les consommateurs et les entreprises, sont de plus en plus à l'épicentre de l'économie, et leurs exigences poussent à l'amélioration des produits et des services physiques, avec des capacités numériques qui accroissent leur valeur.

Cela ne va également pas sans incidence sur la gouvernance et la noosphère.

«Comme les mondes physique, numérique et biologique continueront à converger, les nouvelles technologies et les plates-formes permettront aux citoyens de communiquer avec les gouvernements, d'exprimer leurs opinions, de coordonner leurs efforts, et même de contourner le contrôle des autorités publiques.»

A l'inverse et «simultanément, les gouvernements devront acquérir de nouvelles compétences technologiques pour augmenter leur contrôle sur les populations, sur la base de systèmes de surveillance omniprésents et du contrôle de l'infrastructure numérique».

Aussi, les gouvernements se verront-ils contraints de «changer leur approche actuelle de la participation du public et le l'élaboration des politiques», en raison de ce que les nouvelles techniques rendent possibles comme nouvelles sources de concurrence, de redistribution et de décentralisation du pouvoir. Cela lui paraît «particulièrement vrai dans le domaine de la réglementation» avec un impact certain sur «les systèmes actuels d'élaboration des politiques publiques et de prise de décision issus de la seconde révolution industrielle, lorsque les décideurs disposaient de temps pour étudier une question spécifique et lui apporter la réponse appropriée (...) L'ensemble du processus était conçu pour être linéaire et mécaniste résultant d'une approche "top down" (descendante, de haut en bas) stricte.»

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Une telle approche n'est plus possible, ce qui met les législateurs et les régulateurs devant de nouveaux défis.

La nouvelle gouvernance se doit alors d'être «souple».

«Pour ce faire, les gouvernements et les organismes de réglementation devront collaborer étroitement avec les entreprises et la société civile.»

Enfin, la quatrième révolution industrielle aura également un impact profond sur «la nature de la sécurité nationale et internationale, affectant à la fois la probabilité et la nature des conflits». Ceux-ci impliquent à ses yeux «des Etats sont de plus en plus hybrides» et associent aux champs de bataille traditionnels des éléments précédemment associés à des acteurs non étatiques.

Même si cette «nouvelle vulnérabilité mènera à de nouvelles craintes», les progrès technologiques vont créer le potentiel requis pour réduire l'ampleur ou l'impact de la violence, grâce au développement de nouveaux modes de protection, par exemple, ou une plus grande précision dans le ciblage.

A. B.

(*) Klaus Schwab, *The Fourth Industrial Revolution : What It Means and How to Respond, Foreign Affairs*, 12 décembre 2016.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

La santé pour tous, ou à peu près chouia !

Notre ministre des Moudjahidine attendu aujourd'hui en France. Mon Dieu ! Pourvu qu'on ne se…

… repente pas ! Pourvu qu'on ne se repente pas…

C'est fou ! Le nombre de fois où je lis ce genre de phrases : «Tel responsable ne peut pas répondre à telle attaque. En soins à l'étranger, dès son retour, il apportera tous les éclaircissements.» Ou encore : «Actuellement en contrôle médical dans un hôpital parisien, tel haut responsable n'a pu être joint pour donner sa version des faits.» Ou encore cette autre variante : «De retour d'un long séjour hospitalier en Europe, il devrait reprendre ses activités dans les tout prochains jours.» Y a-t-il quelqu'un dans les hôpitaux algériens ? Ici ? Oui, puisque les salles d'attente sont bondées, tous les jours de la semaine, week-end compris. Qui les remplit, ces salles d'attente dans le D.Z-Land ? Logiquement, les patients qui ne se soignent pas… à l'étranger. Elémentaire. Pourquoi alors un dignitaire va se soigner à l'étranger, plutôt que chez lui, en Algérie ? Parce que les hôpitaux algériens sont bondés ? Je ne crois pas. Dans la salle d'attente, personne ne crierait vraiment au scandale si un président d'une haute institution, ou le ministre détenteur d'un gros portefeuille grillait la chaîne pour s'allonger sur le lit d'auscultation du médecin. C'est à peine si quelques grognements sourds sortiraient très timidement des bouches des patients en attente. Donc, ce haut dignitaire, ou ce dignitaire tout court, sans même le «haut», pourrait se faire soigner ici même. S'il ne le fait pas, comment expliquer la chose ? Je pense qu'il n'a pas confiance en la capacité des hôpitaux algériens à lui sauver la peau, même totalement ridée et fripée. Et donc dernière question en queue de toutes les autres questions avec lesquelles je vous bassine depuis le début de cette chronique : pourquoi nous, le reste des restes de la salle d'attente, ferions-nous plus confiance en nos hôpitaux que les dignitaires, les ministres, les présidents d'institutions et les Présidents tout court ? Et subsidiairement, doit-on en conclure à un apartheid sanitaire en Algérie ? La plèbe qui se fait charcuter ici. Et l'élite qui se fait chouchouter le derme et ce qui a en dessous, ailleurs, «très ailleurs» ? Voilà ! Je pense avoir posé toutes les questions qui me trottaient dans la tête. Maintenant, pour digérer tout ça, faut que je me dégote un rendez-vous fissa. Avec un psy. Ici, bien sûr. En attendant, je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.